

gouvernements en mobilisant les ressources et les initiatives des individus et des sociétés privées. Le Gouvernement canadien, pour sa part, en est convaincu et a entrepris de soumettre cette proposition aux gouvernements francophones. Si les avis étaient favorables, il serait disposé à convoquer une réunion de leurs représentants pour discuter de cette question.

Il y a quelque chose de profondément émouvant à la pensée d'une fraternité de langue, rassemblant peuples, races et continents au service de valeurs culturelles et humaines communes. Émouvant aussi le spectacle d'une francophonie fraternelle aux dimensions du monde, qui s'enrichit de l'apport des civilisations d'Asie et d'Afrique. Comment donc la francophonie ne serait-elle pas l'affaire du Canada: du Canada français en particulier, certes, mais aussi de tout le Canada?

S/C